



Illustration : Getty Images

Il est impératif de rééquilibrer les finances publiques du Québec. Mais il faut se donner du temps pour réfléchir aux manières de mieux gérer l'État et pour les implanter.

Une bonne façon de saisir le problème des finances publiques du Québec est de considérer le graphique ci-contre. On y observe que, depuis 2006, les dépenses consolidées du gouvernement québécois ont augmenté de 37 %, mais que l'économie, source de ses revenus fiscaux, a progressé de 26 % seulement. D'où des déficits à répétition, un endettement accru et des hausses d'impôt pour compenser l'écart.

Comment donc expliquer que la croissance de l'économie ait été si faible et que les dépenses de l'État s'en soient détachées ?

L'économie a subi deux revers : la récession mondiale et la baisse démographique. La trajectoire de l'économie sur le graphique montre que la récession a freiné sa croissance en 2008 et 2009, et que la reprise a ensuite été décevante, ici comme ailleurs. La baisse démographique, elle, est toute récente. Avec plus de *baby-boomers* qui partent à la retraite et moins de jeunes qui les remplacent, notre économie avance forcément moins vite. L'effet est visible sur le graphique à partir de 2012.

Pourquoi, de leur côté, les dépenses ont-elles crû plus rapidement que l'économie depuis 2006 ? Ce n'est pas qu'elles se sont accélérées. Au contraire, elles ont progressé à peu près au même rythme de 2006 à 2013 que de 1998 à 2006.

Si elles n'ont pas ralenti en même temps que l'économie, c'est pour deux raisons. Au départ, nos ministres des Finances ont maintenu la croissance des dépenses afin de combattre la récession et de soutenir la reprise économique. D'où l'émergence des déficits en série. C'était la chose intelligente à faire dans les circonstances.

Ensuite, les dépenses en santé ont connu une croissance explosive, qui n'a été freinée que partiellement. De 2006 à 2013, hors de la santé et de l'éducation, les dépenses de programmes ont augmenté de 18 % seulement. C'est beaucoup moins que la hausse cumulative de 26 % du PIB. Pendant ce temps, en santé, elles grimpaient de 40 %. D'un secteur à l'autre, la croissance des dépenses a été extrêmement inégale.

Que faire maintenant ? Même si la reprise économique finit par arriver à maturité, la baisse démographique va se poursuivre. À moins d'un miracle, le taux de croissance de notre économie (inflation comprise) oscillera entre 3 % et 3,5 % par année dans l'avenir, plutôt qu'entre 4 % et 4,5 % comme dans les belles années de 1998 à 2006. Dans ce contexte, si nous voulons que le poids de la dette et de l'impôt diminue plutôt que de continuer à croître, il est impératif d'infléchir la trajectoire des dépenses gouvernementales et de rééquilibrer le budget.

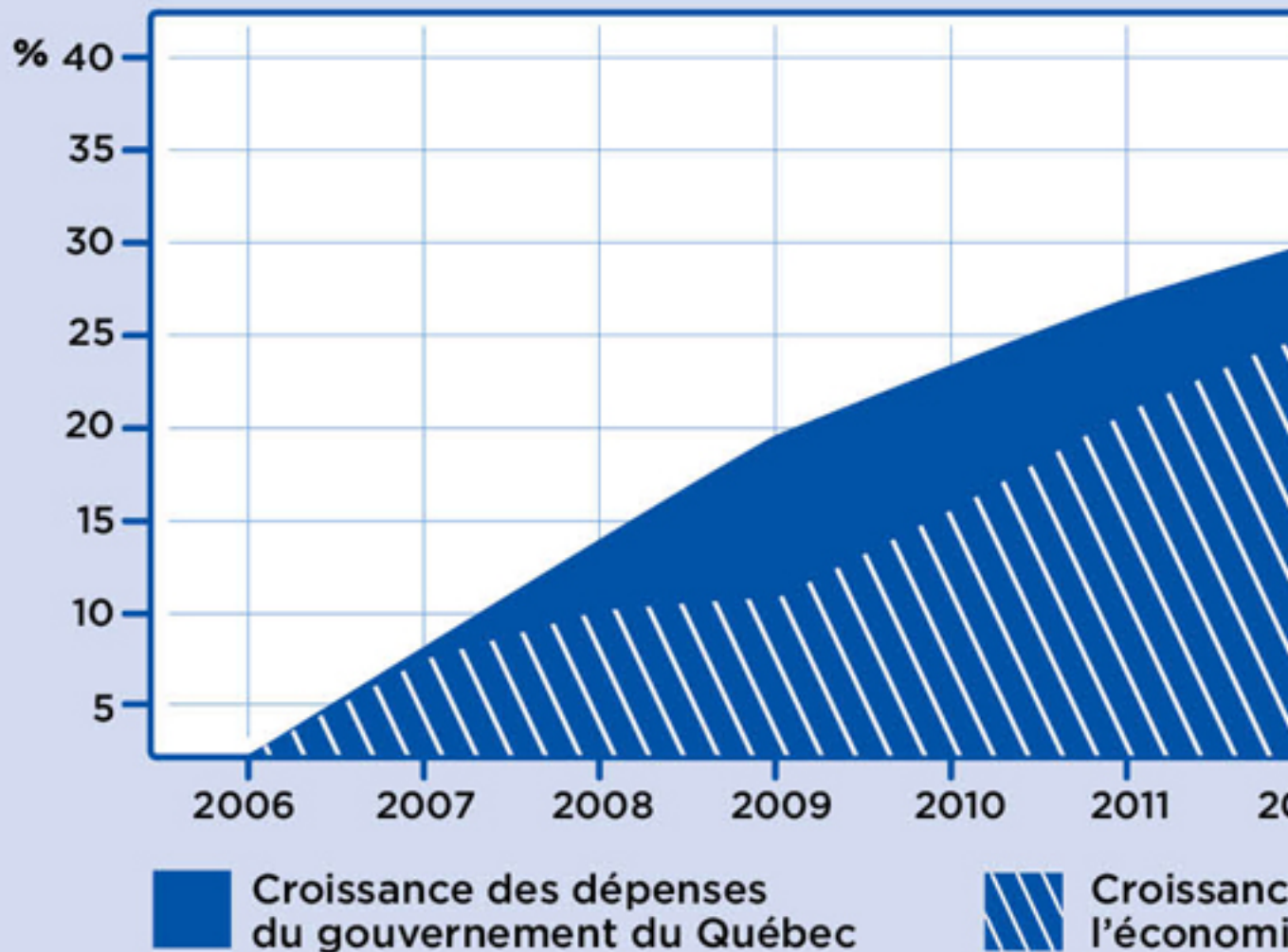
Mais à quel rythme devrions-nous compresser les dépenses ? On peut comprendre que le

gouvernement soit pressé d'agir, afin d'en finir au plus tôt avec les mauvaises nouvelles. La tentation politique est grande de procéder à des compressions de plusieurs milliards à court terme.

Mais cela nous ferait courir plusieurs risques. Le risque de tout rater politiquement, à cause de la vive résistance des secteurs qui ont déjà subi de fortes restrictions dans les années récentes. Le risque d'une nouvelle récession, si on retire des milliards de dollars de l'économie tout d'un coup. Le risque d'un chaos administratif, si on multiplie les changements à toute vitesse. Et le risque de manquer de temps pour repenser et transformer l'organisation de notre système de santé.

Quelque chose me dit que la patience et la persévérance auraient bien meilleur goût que la précipitation.

Une croissance à deux vitesses



(Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère des Finances du Québec)

Consulter la source sur Lactuallite.com : [le bon usage des compressions actualite](http://Lactuallite.com/le-bon-usage-des-compressions-actualite)